

Centrales d'achat publiques

Une centrale d'achat est une autorité adjudicatrice qui : i) acquiert des biens ou des services destinés à une ou plusieurs autorités adjudicatrices ; ii) passe des marchés publics portant sur des travaux, des biens ou des services destinés à une ou plusieurs autorités adjudicatrices ; ou iii) conclut des accords-cadres de fourniture de travaux, de biens ou de services destinés à une ou plusieurs autorités adjudicatrices. Les gros volumes d'achat peuvent faire baisser les prix grâce à des économies d'échelle, en plus de leur effet stimulant sur la concurrence. De plus, ils réduisent les doublons et les coûts de transaction et confèrent davantage de certitude, de simplicité et d'uniformité, ce qui permet de poursuivre les objectifs stratégiques de façon plus ciblée.

Des centrales d'achat ont été mises en place dans un nombre croissant de pays de l'OCDE, comme le montre l'exemple du Chili, de l'Estonie et du Luxembourg. De fait, à l'exception de l'Australie, du Japon, du Mexique et des Pays-Bas, tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'enquête ont créé des centrales d'achat.

Ces centrales d'achat sont intégrées à l'appareil administratif national, avec une structure conforme au modèle privilégié par le pays en question pour les entités chargées d'assurer des services publics. Parmi les pays de l'OCDE interrogés, la quasi-totalité ont une centrale d'achat au niveau central, et la moitié disposent également d'une ou plusieurs centrales d'achat à l'échelon régional. S'agissant du statut juridique de la centrale d'achat, 15,6 % des pays de l'OCDE recourent à la forme de l'entreprise publique ; c'est notamment le cas en Finlande, en Italie et en Turquie. Toutefois, la majorité des centrales d'achat des pays de l'OCDE appartiennent à un ministère sectoriel (28,1 %) ou sont un organisme public (43,8 %). Dans certains pays (en Irlande, par exemple), un débat préliminaire est en cours quant au degré d'indépendance souhaitable pour la centrale d'achat.

Dans les pays de l'OCDE étudiés, 78 % des centrales d'achat interviennent à la fois en qualité d'autorité adjudicatrice centralisant la demande et les achats et en qualité de gestionnaire d'un système d'attribution d'accords-cadres ou d'autres instruments groupés qui permet ensuite aux autorités adjudicatrices de passer commande. En revanche, on trouve moins de pays dans lesquels les centrales d'achat coordonnent la formation des agents chargés des marchés publics (36 %) ou fixent les politiques devant être suivies par les autorités adjudicatrices (29 %). Aux États-Unis, en Grèce, en Irlande, au Royaume-Uni et en Suisse, les centrales d'achat exercent l'ensemble des fonctions susmentionnées, alors que celles de neuf pays de l'OCDE (32 %) jouent un rôle unique ; c'est notamment le cas en Estonie, au Luxembourg et en Pologne.

Les pays membres de l'OCDE justifient leur décision de créer des centrales d'achat par le souhait d'obtenir un meilleur prix pour les biens et services achetés (100 %) et de faire baisser les coûts de transaction (96 %) et par la volonté de gagner en capacités et en expertise (81 %), en certitude juridique, technique, économique et contractuelle (81 %) et en simplicité et facilité d'utilisation (78 %). Par ailleurs, les centrales d'achat jouent, de plus en plus, un rôle important dans la mise en œuvre des objectifs secondaires. De fait, 54 % des centrales d'achat des pays de l'OCDE étudiés retiennent les considérations environnementales comme critère d'attribution pour plus de la moitié des marchés ; un pourcentage plus réduit des centrales d'achat (25 %) tient compte du critère de l'appui aux PME dans

plus de la moitié des marchés ; et 36 % des centrales d'achat tiennent rarement compte de ce critère.

Méthodologie et définitions

Les données ont été rassemblées dans le cadre de l'Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics. Trente-deux pays de l'OCDE ont participé à l'enquête, ainsi que le Brésil, la Colombie et la Fédération de Russie. Les réponses ont été fournies par des délégués nationaux chargés des politiques de passation des marchés publics au sein de l'administration centrale et de hauts responsables de centrales d'achat publiques.

La nature des accords-cadres varie selon les pays, mais il s'agit généralement d'accords entre les entités adjudicatrices et les fournisseurs qui établissent certains termes et peuvent faciliter l'attribution de marchés futurs. La conclusion d'accords-cadres se déroule en deux étapes, la première étant la sélection du ou des fournisseurs ou entrepreneurs qui seront parties à un accord-cadre avec l'entité adjudicatrice, et la deuxième étant l'attribution d'un marché au titre de l'accord-cadre à un fournisseur ou entrepreneur partie à l'accord-cadre.

L'attribution d'un marché public correspond à l'étape ultime de la procédure de passation des marchés publics, celle de la conclusion et de l'entrée en vigueur d'un marché entre l'entité adjudicatrice et le(s) fournisseur(s) sélectionné(s).

Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Recommandation du Conseil sur les marchés publics*, OCDE, Paris.

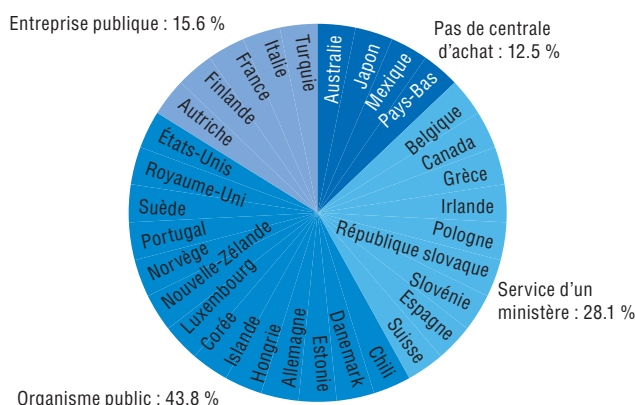
OCDE (2013), *Implementing the OECD Principles for Integrity in Public Procurement: Progress since 2008*, Coll. « Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique », OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201385-en>.

Notes relatives aux graphiques

9.9 : Le graphique fait référence à la centrale d'achat au niveau central lorsqu'il existe plusieurs centrales d'achat. On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. Certains pays disposent de plusieurs centrales d'achat au niveau central ; c'est notamment le cas de l'Allemagne. L'Australie ne dispose d'aucune centrale d'achat nationale, mais le ministère australien des Finances a mis en place un certain nombre de dispositifs à l'échelle de l'ensemble des administrations. Certains États et territoires australiens sont dotés d'une centrale d'achat. Au Mexique, le ministère de l'Administration publique est en mesure d'assurer certaines fonctions de centrale d'achat.

9.10 : On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. L'Australie, la Fédération de Russie, le Japon, le Mexique et les Pays-Bas ne disposent pas de centrale d'achat.

9.9. Statut juridique des centrales d'achat (2014)



Source : OCDE (2014), Enquête sur la passation des marchés publics.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347650>

9.10. Rôle des centrales d'achat (2014)

	Autorité adjudicatrice centralisant la demande et les achats	Gestion du système national d'attribution des accords-cadres ou autres instruments groupés	Coordination de la formation des agents publics chargés des marchés publics	Fixation des politiques devant être suivies par les autorités adjudicatrices
Allemagne	●	○	○	○
Autriche	●	●	○	○
Belgique	○	●	○	○
Canada	●	●	○	○
Chili	○	●	●	●
Corée	●	●	●	○
Danemark	○	●	○	●
Espagne	●	●	○	●
Estonie	○	●	○	○
États-Unis	●	●	●	●
Finlande	●	●	○	○
France	●	●	●	○
Grèce	●	●	●	●
Hongrie	●	●	○	○
Irlande	●	●	●	●
Islande	○	●	●	○
Italie	●	●	○	○
Luxembourg	●	○	○	○
Norvège	●	○	○	○
Nouvelle Zélande	●	●	●	○
Pologne	●	○	○	○
Portugal	●	●	○	○
République slovaque	●	○	○	○
Royaume-Uni	●	●	●	●
Slovénie	●	●	○	○
Suède	○	●	○	○
Suisse	●	●	●	●
Turquie	●	○	○	○
Total OCDE				
Oui ●	22	22	10	8
Non ○	6	6	18	20
Brésil	●		●	●
Colombie		●	●	●

Source : OCDE (2014), Enquête sur la passation des marchés publics.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933348510>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Centrales d'achat publiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-45-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.